

Les subsides

M. Evans: Monsieur le Président, j'ai pris note de la question ainsi que de son numéro, et je vais vérifier. Je m'efforcerai d'obtenir une réponse pour le député le plus tôt possible.

[Français]

M. le Président: Les autres questions sont-elles réservées?

Des voix: D'accord.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 62 DU RÈGLEMENT—LE
TOURISME

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Jelinek:

Que la Chambre blâme le gouvernement d'avoir laissé le déficit touristique du Canada atteindre le total stupéfiant de 2.1 milliards de dollars en 1983, d'avoir provoqué la disparition de 100,000 emplois au Canada au cours de cette année-là seulement, et de ne pas avoir réduit les impôts excessifs qui constituent le fléau sous-jacent avec lequel cette industrie de main-d'œuvre est aux prises, fléau qui pousse les prix à des niveaux non compétitifs et qui annule tout impact favorable que pourraient avoir les programmes de commercialisation du gouvernement.

M. Benno Friesen (Surrey-White Rock-Delta-Nord): Monsieur le Président, je suis reconnaissant à la Chambre d'avoir réservé une journée à ce débat sur le tourisme. C'est un domaine auquel la Chambre n'accorde guère d'attention, et certes pas autant qu'il le mérite. C'est sans doute parce que les budgets des autres ministères, qu'il s'agisse de Santé et Bien-être, de l'Énergie ou de quelque autre, sont trop élevés. Dans notre pays, le système des valeurs repose entièrement sur les budgets, le cours du dollar et ainsi de suite.

Il s'agit également d'un domaine important pour d'autres raisons. Le tourisme est important, ne serait-ce qu'en raison du désir naturel de nos concitoyens de connaître, d'admirer et de comprendre leur pays. Ils méritent de pouvoir voyager au Canada et de profiter des avantages de leur pays. Je tiens à ajouter que le gouvernement devrait aider les Canadiens à visiter leur pays au lieu de leur multiplier les obstacles à cet égard comme il le fait trop souvent. Il est bon pour les Canadiens, pour la santé des Canadiens, de pouvoir voyager.

En outre, il est bon que des citoyens d'autres pays viennent nous voir. C'est bon pour nos relations avec ces pays. Tous les députés conviendront que les étrangers qui visitent notre pays n'oublient jamais la beauté et la majesté de ses paysages ni l'hospitalité de ses habitants. Le gouvernement a tort de ne pas aider le plus possible l'industrie touristique canadienne à survivre et à prospérer. C'est là l'essentiel de mes observations.

Il est ironique que la géographie de notre pays soit un atout pour l'industrie touristique alors qu'elle constitue un obstacle pour d'autres secteurs industriels. Le fait même que de vastes étendues de notre territoire soient montagneuses est un inconvénient pour toute autre industrie, mais un énorme avantage pour l'industrie touristique. Tout cela est gratuit, mais il faut payer pour en aménager l'accès. Dans d'autres secteurs industriels, les voyages et les déplacements constituent un obstacle. Dans l'industrie touristique, ils sont l'essence du plaisir. Nous avons là un incroyable don de Dieu que nous ne savons pas exploiter convenablement.

Après avoir entendu le ministre et d'autres intervenants, je tiens à dire que ce qui nous ennuie, ce n'est pas que le gouvernement ne fasse rien pour le tourisme. Je conviendrai à l'instar d'autres députés que le ministre chargé du Tourisme dépense une fortune en campagnes publicitaires aux États-Unis, et surtout en annonces dans les journaux des États du Nord. Cela va aider l'industrie touristique du Canada. Je pense que nous le reconnaissons tous. Comme le ministre l'a dit ce matin, le gouvernement dépense littéralement des centaines de millions de dollars pour aider à construire et peut-être subventionner des centres de congrès un peu partout dans le pays pour que les organisateurs de congrès, surtout aux États-Unis, se rendent compte que le Canada est un bon endroit où tenir un congrès. C'est un fait.

• (1520)

Le problème ne découle pas de ce que le gouvernement ne fait pas, mais plutôt du fait qu'il comprend mal ce qui motive les gens et plus particulièrement les touristes. A cause de cela, ses politiques sont en désaccord à tel point qu'elles s'annulent parfois l'une l'autre puisqu'il peut y avoir, d'une part, un premier ministère qui essaie de favoriser le tourisme et, de l'autre, un deuxième ministère qui met des bâtons dans les roues des touristes ou qui perçoit des taxes qui dissuadent les étrangers de venir au Canada.

Soit dit en passant, je peux voir la frontière américaine de ma maison et je comprends un peu à quel point le marché touristique est accessible. C'est très facile pour les Canadiens de se rendre aux États-Unis s'ils veulent économiser de 25 à 30 p. 100 sur un plein d'essence. Les touristes américains sur la côte ouest peuvent faire le plein d'essence pour \$25 dans l'état de Washington ou bien le faire au Canada et payer \$35. Cela n'encourage pas le tourisme, surtout pour ceux qui voyagent en véhicule de camping. Comme l'a dit le député de Végréville (M. Mazankowski) ce matin, puisque les deux tiers de la différence de prix sont des taxes, il semblerait que le gouvernement a quelque chose à voir avec ce qui peut favoriser le tourisme ou bien lui nuire au Canada.

Je voudrais donner un exemple de la façon dont les politiques gouvernementales sont en désaccord. D'une part, le ministre fait de la publicité dans les états du nord pour encourager les Américains de ces états à venir dépenser leurs dollars au Canada. D'autre part, le gouvernement perçoit une taxe de 9 p. 100 sur l'impression de la publicité touristique, ce qui pousse les annonceurs à dépenser leur argent aux États-Unis plutôt qu'au Canada. D'une part, le gouvernement essaie d'encourager le tourisme, mais d'autre part, il fait le contraire.

Le ministre a peut-être raison de dire que le gouvernement subventionne ou aide à construire divers centres de congrès à coup de centaines de millions de dollars. Les députés se rappelleront que cette question a presque suscité une crise entre le Canada et les États-Unis il y a quelques années. A cette époque, le Canada avait décidé de ne pas autoriser la déduction aux fins de l'impôt des dépenses subies pour assister à des congrès et les États-Unis avaient menacé d'exercer des représailles à cause de cette politique fiscale. Les Américains menaçaient de boycotter le Canada et de ne pas tenir leur congrès dans notre pays à cause de notre régime fiscal.